

Extraits des *Dossiers thématiques du Conseil d'État*

Source : <http://www.conseil-etat.fr/Decisions-Avis-Publications/Etudes-Publications/Dossiers-thematiques/Le-juge-administratif-juge-de-la-fonction-publique>

Le juge administratif, juge de la fonction publique (2 mai 2017)

Les droits et obligations des agents publics : la déontologie

La jurisprudence a consacré, en miroir des droits et libertés garantis aux agents publics, certaines obligations particulières qui leur sont imposées. Etroitement liées aux principes du service public (« *lois de Rolland* ») et reprises par la loi du 20 avril 2016, ces obligations recouvrent notamment :

- l'impartialité et la neutralité (CE, 8 déc. 1948, *Pasteau*, Rec. p. 464), qui impliquent l'interdiction du port de signes d'appartenance religieuse (CE, avis, 3 mai 2000, *M.*, Rec., n° 217017) ou l'interdiction du prosélytisme (CE, 15 oct. 2003, *O.*, Rec., n° 244428, CE, 19 févr. 2009, *B.*, T., n° 311633) ;
- le devoir de réserve de l'agent public, qui s'applique hors l'exercice des fonctions (CE, Sect., 11 janv. 1935, *Bouzanquet*, Rec. p. 44, CE, 23 avril 2009, *G.*, Rec., n° 316862) et se distingue ainsi des diverses obligations de secret et de discrétion professionnelle auxquelles les agents publics peuvent être astreints dans l'exercice de leurs fonctions (CE, 29 déc. 2000, *Syndicat Sud Travail*, T., n° 213590) ;
- la probité et l'intégrité, dont découlent notamment la prohibition de la corruption (CE, 15 oct. 1969, *Préfet de police c/ Schweitzer*, Rec., n° 76367), l'indépendance à l'égard de ceux que l'on contrôle (CE, 19 mars 1997, *C.*, T., n° 133338) ou l'interdiction pour les agents publics de recevoir une rémunération directe et personnelle des usagers (CE, Sect., 21 févr. 1936, *SA Les Armateurs français*, Rec. p. 226) ; s'y rattache l'interdiction pour un agent public d'être nommé dans une fonction où il serait en situation de prise illégale d'intérêts (CE, Ass., 6 déc. 1996, *Société Lambda*, Rec., n° 167502) ;
- la bonne exécution des fonctions confiées à l'agent public, qui ne peut déléguer ses fonctions à un tiers au service (CE, Sect., 18 déc. 1953, *Fresnais*, Rec. p. 32) et doit se conformer aux instructions de l'autorité hiérarchique (CE, 30 juin 1950, *Quéralt*, Rec. p. 413), sauf ordre « *manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public* » (CE, Sect., 10 nov. 1944, *Langneur*, Rec. p. 288).